



Titre du projet : Appui au Processus Électoral en Haïti (PAPEH) : 2020-2022

Numéro du projet : 00114690

Partenaire de mise en œuvre : PNUD, ONU Femmes, UNOPS et UNESCO

Date de début : 1 Octobre 2020 **Date de fin :** 31 Décembre 2022 **Date de réunion du CAP :** 11 juillet 2019





Justification de la révision substantive

Le document de projet « Appui au Processus Electoral en Haïti » était conçu pour appuyer les autorités haïtiennes dans l'organisation des élections législatives et municipales dues en octobre 2019 dans les termes définis par le rapport de la mission d'évaluation des besoins effectuée par la Division d'assistance électorale des Nations Unies (DAE) en décembre 2018. La non-tenue de ces élections dans les délais prévus et le changement important du calendrier électoral a rendu indispensable la révision du document de projet.

Le projet de calendrier annoncé par le CEP en janvier 2021 prévoit un référendum constitutionnel en avril 2021, en plus des élections législatives, présidentielles, municipales et locales entre septembre et novembre 2021. La révision du document de projet vise à tenir compte des besoins découlant de ce nouveau calendrier électoral et exprimés par les autorités haïtiennes, et ce, conformément aux recommandations du rapport d'évaluation de la DAE de décembre 2020 qui a redéfini les paramètres de l'assistance du Système des Nations Unies au processus électoral en Haïti en fonction du nouveau contexte.

| | | | | |
|--|---|------------------------|-------------------|--|
| Effet contribuant au projet (PNUAD/DPP) : Les institutions publiques et la société civile améliorent l'état de droit et la décentralisation pour une bonne gouvernance à tous les niveaux de prise de décision. Produit(s) indicatif(s) : 1) Le CEP dispose des capacités institutionnelles et techniques renforcées pour une gestion efficace et inclusive du processus électoral 2) Les acteurs du processus électoral disposent des capacités techniques et des moyens renforcés pour contribuer à la réalisation des élections crédibles et inclusives 3) Le CEP est doté des capacités techniques et des moyens matériels améliorés pour réaliser les opérations électorales de manière efficace | Total des ressources nécessaires : | \$72 301 329,52 | | |
| | Total des ressources allouées : | \$ 308 702 | | |
| | | TRAC du PNUD : | \$ 308 702 | |
| | | Donateur : | | |
| | | Gouvernement : | | |
| | | En nature : | | |
| | Non financé : | \$71 992 627,52 | | |

Lu et approuvé par (signatures) :

| Gouvernement | PNUD | Partenaires de mise en œuvre |
|---|---|---|
|  |  | UNOPS : Date : 21/01/2021 |
| Nom en capitales : Date : 21 JAN 2021 | Nom en capitales : Date : 21/01/2021 | ONU Femmes : Date :  |
| | | UNESCO : Date : 24/01/2021 |
| | | BINUH :  Date : 21/01/2021 |

1 INTRODUCTION

Le document de projet « Appui au Processus Electoral en Haïti » a été préparé afin de répondre à la requête des autorités haïtiennes aux Nations Unies pour appuyer les élections législatives et municipales prévues pour 2019. Le document tient compte du rapport de la mission d'évaluation de besoins (NAM) déployée en décembre 2018 recommandant la mise en place d'un programme intégré du Système des Nations Unies coordonné par le PNUD. Ce projet implique les efforts conjugués du PNUD, ONU Femmes, UNOPS et UNESCO pour appuyer le CEP, les autorités haïtiennes et les autres acteurs du processus électoral.

Toutefois, ces élections n'avaient pas eu lieu comme prévu et le Parlement est devenu dysfonctionnel à partir du 13 janvier 2020 avec la fin de mandat des membres de la Chambre des députés et de deux tiers du Sénat sans organisation des élections législatives dans les délais prévus par la Constitution. Les conseils municipaux ont aussi connu le même sort depuis juillet 2020 avec la fin de mandat des élus municipaux.

Par ailleurs, le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a été mis en place en vertu de la résolution 2476 (2019) du Conseil de Sécurité pour remplacer la MINIJUSTH depuis octobre 2019 avec un mandat « de planifier et de tenir des élections libres, justes et transparentes ». Cela en plus de son mandat de conseil au Gouvernement haïtien sur les moyens de promouvoir et de renforcer la stabilité politique et la bonne gouvernance.

Le projet d'« Appui au Processus Électoral en Haïti (PAPEH) 2020-2022 » s'inscrit dans la continuité de l'engagement des Nations Unies dans le processus électoral Haïtien. Il répond aux nouveaux besoins découlant d'un calendrier électoral très différent de celui prévu pour 2019, en incluant un référendum constitutionnel en plus des élections législatives, présidentielles, municipales et locales. Ce projet assurera une coordination efficace de l'appui des Nations Unies au processus électoral de 2021 et s'appuiera sur le BINUH qui joue un rôle politique primordial pour le système des Nations Unies en Haïti. Il comptera aussi sur la complémentarité des compétences des autres partenaires actifs dans le domaine électoral, comme l'Union Européenne, IFES et NDI.

Vu la situation sécuritaire difficile du pays et les risques que cela présente pour la mise en œuvre des opérations logistiques, la section de police du BINUH apportera son appui nécessaire à la PNH tout au long du processus électoral de manière à assurer la sécurité de toute la chaîne logistique de la manière la plus efficace. UNOPS sera spécifiquement responsable de (1) coordonner avec le BINUH et la PNH la préparation du plan de sécurisation, et (2) assurer la coordination logistique au niveau départemental et communal avec la PNH avant, pendant et après les élections.

Les prochaines élections seront essentielles pour la consolidation des acquis démocratiques en Haïti au cours des dernières années. La stratégie du projet consiste à appuyer les principales parties prenantes haïtiennes à réaliser un processus électoral transparent et pacifique qui promeut la participation politique des femmes et des jeunes dans leur diversité. À cet égard, le projet mettra particulièrement l'accent sur la crédibilité, l'inclusivité et la pacification du processus dans son ensemble. De plus, considérant une participation électorale de plus en plus faible depuis plusieurs années, le projet travaillera en étroite collaboration avec les parties prenantes nationales pour analyser les raisons de cette tendance parmi les différentes catégories des électeurs et surtout les femmes et les jeunes. Une telle analyse sera la base de préparation et de mise en œuvre des stratégies de sensibilisation et d'encouragement à la participation aux élections.

Ce Projet répond aux besoins d'appui opérationnel et logistique exprimés par les autorités haïtiennes, et ce, afin d'aider le CEP dans la réalisation de son calendrier électoral de la manière la plus efficace. L'appui à l'achat du matériel électoral et à la logistique sera assuré en fonction des ressources disponibles au PNUD et à UNOPS et compte tenu des délais définis dans les chronogrammes de l'achat du matériel électoral et des opérations logistiques ci-dessous pour réaliser les différentes activités prévues efficacement et selon les normes. Par ailleurs, les contraintes liées à la pandémie seront prises en compte dans la mise en œuvre des activités du projet en général et notamment les opérations d'achat et de la logistique. Dans le cas où les conditions ne sont pas suffisamment réunies pour assurer un tel appui, le PNUD et UNOPS continueront à donner un conseil technique pour le CEP.

Par ailleurs et compte tenu de la mise en place par l'Office National d'Identification (ONI) d'une nouvelle base d'identification nationale et la production d'une nouvelle Carte d'Identification Nationale, un appui sera assuré au CEP pour la création du nouveau registre électoral qui devrait être inclusif, en ligne avec les standards internationaux et permettant à tous les électeurs et toutes les électrices à exercer leur droit de vote.

2 ÉLEMENTS REVISES

Compte tenu de ce qui précède, les éléments suivants du document de projet sont révisés :

1. La période de mise en œuvre du projet est prolongée de 18 mois jusqu'au 31 Décembre 2022 au lieu du 30 juin 2021
2. L'appui des agences partenaires couvrira le référendum constitutionnel ainsi que les élections législatives, présidentielles, municipales et locales prévues en 2021
3. Les résultats escomptés (Produits 2 et 3) : annexe 1
4. Ressources nécessaires pour obtenir les résultats escomptés : annexe 2
5. Hypothèses et risques : annexe 3
6. Cadre de résultat : annexe 4
7. Plan de travail pluriannuel et budget : annexe 5
8. Analyse de risques : annexe 6

3 ANNEXE 1 : RESULTATS ESCOMPTES ET REVISES¹

Produit 2 : Les acteurs du processus électoral disposent des capacités techniques et des moyens renforcés pour contribuer à la réalisation des élections crédibles et inclusives

2.5. Renforcement des capacités de principales parties prenantes à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives visant à atténuer la violence à l'égard des femmes en politique

La violence contre les femmes dans les processus électoraux (VEFE) constitue une entrave particulière et nécessite des actions spécifiques en matière d'identification, prévention, monitoring et réponse. En coordination avec les acteurs électoraux, le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) et la Police Nationale d'Haïti, ONU Femmes assurera la mise en œuvre des actions suivantes :

- a. mise en place et promotion d'un système de référencement permettant l'identification des femmes à risque et favorisant leur orientation vers des services de protection adaptés
- b. Mettre en place des mécanismes d'alertes précoce et de monitoring de la violence gérés par des Organisations de femmes et de jeunes.
- c. appui technique, logistique aux organisations de femmes pour la mise en place d'activités de monitoring des entraves à la participation politique des femmes et violence contre les femmes pendant les élections
- d. assistance pluridisciplinaire aux femmes survivantes de violence dans les contextes électoraux
- e. appui à l'accès à des mesures de protection pour les femmes a risque de VEFE
- f. appui aux organisations de femmes et au MCFDF dans l'organisation de campagnes et activités de mobilisation en vue de renforcer la perception positive du leadership féminin au sein de l'opinion publique et la mobilisation contre la VEFE

2.6. Développement des capacités des femmes candidates

Le renforcement de la capacité de leadership des femmes sera assuré à travers les actions suivantes :

- parrainage des OSC dans les communes pour identifier les femmes leaders aspirant à se lancer en politique à travers la mise en place d'activités de communication et d'identification des femmes leaders dans différents secteurs (listes « Qui est qui ? »)
- Organisation de sessions de dialogue et mentorat entre des femmes déjà engagées en politiques et les femmes aspirant à se lancer dans les processus électoraux
- appui technique aux femmes candidates en matière d'organisation de campagne électorale
- appui technique aux femmes élues en matière de gouvernance, leadership en vue de promouvoir et consolider des modèles de leadership féminin
- Mise en place d'un processus de consultation des femmes pour formuler leurs recommandations pour la constitution et s'assurer que les processus électoraux soient accessibles aux femmes et aux jeunes.

¹ Cette partie de la révision substantive ne reflète que les résultats/produits qui ont été modifiés par rapport au document de projet original.

Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation pour accroître l'intérêt des femmes à participer aux processus électoraux (référendum et élections législatives, présidentielles et locales).

2.7. Renforcement des capacités des partis politiques à promouvoir l'égalité de genre dans leur fonctionnement et processus de nomination

Ce renforcement sera assuré à travers :

- organisation d'un atelier national de sensibilisation à la violence envers les femmes dans les processus électoraux, y compris le cadre juridique d'Haïti
- élaboration d'une feuille de route pour la parité au sein des partis politiques ciblés pour le renforcement de la représentation de femmes dans les listes électorales ainsi qu'une charte pour l'égalité de genre à endosser par les partis politiques pour les élections présidentielles.
- organisation d'ateliers au niveau départemental sur la violence envers les femmes dans les processus électoraux et la dissémination des objectifs identifiés dans la feuille de route
- appui à l'élaboration de code de conduite et à des déclarations d'engagement au sein des partis politiques
- mise en place d'un programme de mentorat au sein des partis politiques afin de renforcer l'influence des (jeunes) femmes au sein des partis politiques

appui aux organisations de femmes pour des activités de mobilisation et de communication en matière de parité électoral et mise en œuvre du quota constitutionnel de genre

Produit 3 : Le CEP est doté des capacités techniques et des moyens matériels améliorés pour réaliser les opérations électorales de manière efficace

3.6. Renforcement de l'infrastructure électorale

Lors de dernières élections, le CEP avait le support de la MINUSTAH au niveau des infrastructures leur permettant d'exercer les tâches et les opérations électorales dans les 10 départements. Aujourd'hui, le CEP ne dispose aucune infrastructure de de logistique électorale dans les départements. Or, sans cette infrastructure il sera difficile pour l'institution de réaliser les prochaines élections. Par conséquent, le CEP identifiera des espaces potentielles dans les 10 départements en faisant emphase sur des espaces publics disponibles dans les départements. Au cas que le CEP ne trouve pas d'espace public, il faudrait envisager d'identifier des espaces des particuliers/entreprises. Par ailleurs, le CEP fera une évaluation de chaque espace trouvé, et l'UNOPS fournira une assistance technique et des conseils sur l'adéquation de l'espace et les exigences pour rendre les sites opérationnels. Cet exercice aidera le CEP dans sa négociation de prix de location.

En particulier, cette composante abordera les aspects suivants :

- Recherche des bases potentielles dans les 10 départements qui pourront contenir les opérations électorales
- Analyse des endroits potentiels et évaluation des besoins de réhabilitation (si nécessaire)
- Assistance technique et des conseils sur l'adéquation de l'espace.
- La CEP met en œuvre des interventions pour s'assurer que les sites soient opérationnels.

3.7. Préparation et mise en œuvre des opérations logistiques électorales

Lors de la présence de la MINUSTAH en Haïti, la mission prenait en charge plusieurs aspects des opérations électorales, notamment, la livraison des matériels sensibles et non sensibles de Port au Prince aux BED. Par ailleurs, la mission était aussi responsable de la récupération des procès-verbaux après chaque élection. Tous les procès-verbaux étaient récupérés en

utilisant les hélicoptères de la mission. Il est certain qu'il faudra de trouver d'autres alternatives pour assurer le transport du matériel sensible, si l'utilisation d'un hélicoptère s'avère impossible. Il est important de souligner qu'un projet pilote avait été suggéré par l'UNOPS et exécuter par la mission lors des dernières élections de 2017.

Lors des prochaines élections UNOPS sera responsable de la distribution et de la récupération des matériaux sensibles et non sensibles dans les 10 départements. Ce travail complexe sera fait en étroite collaboration avec la DOE mais surtout avec les BED et les BEC. Une analyse des états des routes devra être faite avant les élections, afin d'identifier les besoins de transport d'une manière précise.

Voici la liste des activités qui doivent être mise en place avant les élections :

- Révision de l'inventaire des matériels contenus dans les containers du CEP
- Préparation des plans de distribution pour la livraison des matériaux sensibles et non sensibles dans les BED
- Préparation des plans de distribution et de récupération pour tout le territoire pour les élections
- Préparation des plans de récupération des procès-verbaux après les opération de vote

Voici la liste d'activités qui sera implémentée pendant la période électorale :

- Envoyer les matériels sensibles et non sensibles dans les 9 départements
- Faire la distribution du matériel dans les centres de vote
- Récupérer le matériel après la journée de vote dans les bureaux de vote
- Envoyer les procès-verbaux des 10 départements au centre de tabulation
- **Il est important de noter que ces activités dépendent de la sécurité assurée par le Gouvernement Haïtien (à travers la PNH), y compris une patrouille pour chaque convoi lié au mouvement de matériel électoral sensible et non sensible en provenance et à destination de Port-au-Prince, et entre les départements et les centres de vote A cet égard, le BINUH sera chargé de soutenir la PNH dans l'organisation de la stratégie de la sécurisation des convois avec la PNH**

3.8. Sécurisation du processus des opérations électorales

Lors des élections de 2015-2017, la MINUSTAH donnait un appui à la PNH au niveau de la planification et la coordination du volet de sécurisation des opérations de logistique électorales. Sans une bonne planification de la sécurisation des convois, il sera impossible de réussir les activités de logistique. Il est important de noter que la sécurisation est et sera assurée sous la responsabilité du Gouvernement Haïtien (à travers la PNH), y compris une patrouille pour chaque convoi liée au mouvement de matériel électoral sensible et non sensible en provenance et à destination de Port-au-Prince, et entre les départements et les centres de vote.

Pour assurer le succès de la sécurisation électorale, une cellule responsable de la sécurisation sera mise en place avec le support du BINUH dont l'objectif sera d'assurer la planification et la coordination avec la PNH. Cette cellule donnera un support à la PNH et travaillera pour la sécurisation au niveau interdépartemental et à l'intérieur des départements.

La mise en place de cette cellule au sein de la PNH, permettra de créer une synergie de travail entre la logistique, la sécurisation, les BED et les BEC.

En particulier, cette composante sous la responsabilité du BINUH abordera les aspects suivants en étroite coordination avec l'UNOPS:



- Mise en place d'un plan de sécurisation pour les déplacements du matériel sensible et non sensible de Port-au-Prince aux départements en collaboration avec la PNH
- Mise en place d'un plan de sécurisation des convois aux centres de vote en collaboration avec la PNH
- Mise en place d'un plan de sécurisation des centres de vote en collaboration avec la PNH et le CEP
- Support dans la préparation des budgets départementaux de la PNH pour les élections

L'UNOPS sera spécifiquement responsable de (1) coordonner avec le BINUH et la PNH la préparation du plan de sécurisation, et (2) assurer la coordination logistique au niveau départemental et communal avec la PNH avant, pendant et après les élections.

4 ANNEXE 2 : RESSOURCES NECESSAIRES POUR OBTENIR LES RESULTATS ESCOMPTES

Pour la réalisation des conclusions de la théorie du changement et des résultats escomptés, présentés plus haut, le Projet prévoit la mise à disposition des ressources suivantes :

- Une équipe d'experts nationaux et internationaux dans tous les domaines d'intervention prévus dans ce projet, ce qui permettra d'assurer l'appui technique nécessaire et la mise en œuvre de différentes activités du projet
- L'acquisition de différents matériels nécessaires à la mise en œuvre des activités du projet. L'achat du matériel électoral se fera selon le chronogramme ci-dessous et dans la limite du budget disponible au PNUD
- Un budget de 72 301 329,52 USD pour la réalisation de différentes actions prévues dans ce projet. La stratégie adoptée dans ce cadre est la mise en commun des contributions des partenaires sous la forme d'un Fonds Commun (Basket Fund), qui sera géré par le PNUD sous la supervision d'un Comité de Pilotage du projet composé du CEP, du PNUD, ONU Femmes, UNOPS, UNESCO et des partenaires contribuant au fonds commun
- Une stratégie de mobilisation des ressources sera définie et mise en œuvre en concertation avec le Gouvernement Haïtien, le CEP et tous les partenaires en fonction des besoins définitifs exprimés par le Gouvernement Haïtien et la contribution nationale au budget électoral global. Cette stratégie tiendra compte de la nécessité de l'appropriation nationale du processus électoral comme recommandé par le rapport d'évaluation de la DAE, notamment dans un contexte caractérisé par la difficulté de mobilisation des ressources

5 ANNEXE 3 : HYPOTHESES ET RISQUES

Les hypothèses de ce projet sont les suivantes :

- Les citoyens exercent leur droit de choisir les responsables politiques du pays d'une manière libre et de continuer à exercer leur pouvoir de contrôle citoyen sur les élus ;
- Les élus sont capables de remplir leur mandat légitimement et mettre en œuvre les politiques nécessaires au développement du pays ;
- Les institutions fonctionnent régulièrement et accomplissent leurs missions respectives conformément aux prescriptions de la Constitution sans dysfonctionnement ;

- La nouvelle constitution est adoptée par voie de référendum pour améliorer le système politique Haïtien de manière à mettre fin aux facteurs de complication et de blocage qui caractérisent l'actuel système et mettre en place les bases d'une meilleure gouvernance démocratique du pays

Ces hypothèses ont pour fondement l'ambition du projet à renforcer les capacités institutionnelles du CEP dans la mise en œuvre de nouvelles réformes et la réalisation de prochaines élections, l'amélioration de la crédibilité du processus électoral et l'appui aux opérations électorales.

Certes, les hypothèses et les objectifs cités plus haut seront confrontés à multiples risques propres au contexte haïtien dont notamment :

- Le climat politique tendu entre les acteurs de la vie politique notamment depuis juillet 2018
- La situation sécuritaire assez difficile
- Les contraintes budgétaires qui mettent le gouvernement en difficulté pour mobiliser les fonds nécessaires aux élections notamment avec le manque d'intérêt parmi les bailleurs de contribuer au budget électoral
- Le retard dans l'émission et la distribution des Cartes d'Identification Nationale par l'ONI
- La propagation de la pandémie présente des contraintes sérieuses à la réalisation de différentes activités du projet, ainsi qu'au déroulement des scrutins qui impliquent la présence d'un grand nombre de personnes dans les centres de vo

6 ANNEXE 4 : CADRE DE RESULTATS

Effet visé tel qu'il est énoncé dans le PNUAD/Cadre de ressources et de résultats du Programme Pays :

Les institutions publiques et la société civile améliorent l'état de droit et la décentralisation pour une bonne gouvernance à tous les niveaux de prise de décision.

Indicateurs d'effet tels qu'ils figurent dans le Cadre de ressources et de résultats du Programme Pays, y inclus la situation de référence et les cibles :
Taux moyens de participation aux élections présidentielles, législatives, municipales et locales (ventilés par type d'élection, sexe, âge et zone géographique, dans la mesure du possible)

Pourcentage de femmes qui occupent des positions de leaders de partis politiques ou un mandat électoral

Produit(s) applicable(s) du Plan stratégique du PNUD : Constitution-making, electoral and parliamentary processes and institutions strengthened to promote inclusion, transparency and accountability

Institué et numéro Atlas du projet : 00114690-Projet d'Appui au Cycle Électoral en Haïti (PAPÉH)

| PRODUITS ESCOMPTÉS | INDICATEURS PRODUIT | DE | SOURCE DONNÉES | DES | SITUATION DE RÉFÉRENCE | | CIBLES | | | MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES ET RISQUES Y RELATIFS |
|--|--|-----|---|-----|------------------------|-------|--------|------|---|---|
| | | | | | Valeur | Année | 2021 | 2022 | Final | |
| Produit 1 Le CEP dispose des capacités institutionnelles et techniques renforcées pour une gestion efficace et inclusive du processus électoral | 1.1 Existence des règlements et des procédures mis à jour pour la tenue des élections et nombre de juges et de cadres intervenant dans le contentieux électoral formés | des | Règlement et textes de procédures+ Plan de formation sur le contentieux électoral+ Rapport de formation | de | Non | 2020 | | | X | Le Moniteur+ documents du CEP + rapports du Projet |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | 1.2 Existence d'un plan d'action pour l'égalité des sexes au sein des structures du CEP | | L'organigramme des structures du CEP+ Plan d'action pour l'égalité des sexes + rapport d'avancement | | Non | 2020 | X | | Rapports et documents du CEP + rapports du projet | |
| | 1.3 Existence d'un centre de formation électorale (CFE) opérationnel | | TDR du CFE+ | | Non | 2020 | | X | Rapports et documents du CEP + rapports du Projet | |

| | | | | | | | | | |
|--|--|--|-----|------|----|----|---|--|--|
| Produit 2 Les acteurs du processus électoral disposent des capacités techniques et des moyens renforcés pour contribuer à la réalisation des élections crédibles et inclusives | 1.4 Existence d'une direction des technologies d'information et de communication (DTIC) opérationnelle et d'un système de transmission des résultats modernisé | Inventaire de biens et équipements+ rapports d'avancement TDR de la DTIC + Inventaire des biens et équipements+ Rapports d'avancement | Non | 2020 | | | X | | Rapports et documents du DTIC + Rapports du Projet |
| | 2.1 Nombre d'institutions ciblées disposant de mécanismes d'identification et de traitement des cas de VEFE | Rapports d'activités ONU Femmes, PNH et UNPOL organisations de femmes | 0 | 2020 | 40 | 60 | | | Rapports d'activités |
| | 2.2 Nombre d'organisations de femmes soutenues pour la mise en place de mécanismes de monitoring de la VEFE désagréé par type de mécanismes et circonscriptions | Rapports d'activités ONU Femmes et partenaires | 0 | 2020 | 10 | 15 | | | Analyse des rapports d'activités |
| | 2.3 Nombre de femmes candidates ayant bénéficié d'un accompagnement technique au cours du processus électoral | Rapports d'activités ONU Femmes et partenaires | 0 | 2020 | 80 | 40 | | | Analyse des rapports d'activités |
| | 2.4 Pourcentage de partis politiques ciblés disposant d'un plan d'action incorporant des mesures favorables à la participation des femmes dans les élections | Partis politiques et CEP, rapports d'activités | 0 | 2020 | 40 | 60 | | | Analyse des rapports des partis politiques et d'activités de ONU Femmes et partenaires |

| | | | | | | | |
|--|---|--|---------------|-------------|--------------|--------------|--|
| Produit 3 Le CEP est doté des capacités techniques et des moyens matériels améliorés pour réaliser les opérations électorales de manière efficace | 3.1 Le niveau d'efficacité de la réalisation des opérations électorales (niveau d'efficacité élevé : disponibilité du matériel électoral avec la qualité requise; niveau d'efficacité moyen : disponibilité du matériel électoral; niveau d'efficacité faible : retard ou indisponibilité du matériel électoral et/ou matériel non conforme) | Plan logistique & plan d'achats | Faible | 2020 | Élevé | Élevé | Documents du CEP +Rapports d'observation électorale+ rapports du Projet |
| | | | | | | | |

7. ANNEXE 5 : PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL ET BUDGET

| PRODUITS ESCOMPTÉS Produit 1 : Le CEP pose des machines électorales et techniques forcées pour une mission efficace et justive du processus électoral | ACTIVITÉS PRÉVUES 1.1. Appui à la réforme du cadre juridique et du contentieux électoral a) Mise en oeuvre de la réforme du contentieux électoral ; b) Appui à l'élaboration de différents règlements et textes juridiques nécessaires aux processus électoraux, y compris les codes de conduite de partis politiques et autres codes c) Dissemnation et vulgarisation de la législation électorale 1.2. Appui au registre électoral et à la gestion des candidatures a) Mise à jour du Registre électoral b) Préparation et impression des listes électorales c) Appui à la gestion des candidatures | Budget pluriannuel en USD | | | | | | | | PARTIE RESPONSABLE PNUD | BUDGET PRÉVU (USD) | | | |
|---|---|---------------------------|---------|---------|---------|------|--|--|--|--------------------------------|-----------------------|------------------|---------|---------|
| | | 2021 | | | | 2022 | | | | | Source de financement | Poste budgétaire | Montant | |
| | | Trim. 1 | Trim. 2 | Trim. 3 | Trim. 4 | | | | | | | | | |
| | | 200 000 | 200 000 | 50 000 | 50 000 | 0 | | | | | | | | 500 000 |
| | | 0 | 10 000 | 0 | 0 | 0 | | | | PNUD | | | | 10 000 |

10/10

| | | | | | | | | | |
|---|--|----------|-----------|---------|---------|---|------|--|----------|
| 1.3. Cartographie des disparités entre les sexes du CEP | | 0 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 0 | PNUD | | 30 000 |
| a) | Réalisation d'une cartographie sur i) la situation actuelle de la participation électorale des femmes, et ii) l'ampleur de l'intégration du genre au sein du CEP (audit de genre) | | | | | | | | |
| b) | Développement d'un plan d'action afin que l'égalité des sexes soit prise en compte dans tous les domaines de l'organisation et à toutes les étapes du processus électoral | | | | | | | | |
| c) | Soutien technique pour l'intégration des recommandations du plan à travers les autres activités sous le Produit 1. | | | | | | | | |
| 1.4. Appui au Centre de formation électorale | | 0 | 0 | 190 000 | 100 000 | 0 | PNUD | | 290 000 |
| a) | Préparation du cadre juridique et réglementaire du Centre | | | | | | | | |
| b) | Appui logistique et en équipements | | | | | | | | |
| c) | Mise à disposition de l'expertise nécessaire pour le lancement du Centre | | | | | | | | |
| d) | Conception et mise en œuvre d'un programme de formation continue et de certification du staff permanent du CEP | | | | | | | | |
| e) | Préparation et mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités relatifs au genre dans la gestion des élections ainsi que sur la sensibilisation du personnel aux niveaux local et central | | | | | | | | |
| f) | Conception et mise en œuvre d'un programme de formation et de certification des membres de bureau de vote avec une priorité dans le renforcement de la connaissance sur la participation des femmes et des jeunes | | | | | | | | |
| g) | Identification au niveau national des enseignants du cycle secondaire, des associations haïtiennes de scouts, des groupes religieux, des fonctionnaires et des organisations de la société civile. Les participants devront être âgés de 18 ans ou plus et le projet portera une attention particulière aux femmes et aux personnes à mobilité réduite afin d'assurer l'égalité des chances. | | | | | | | | |
| 1.5. Appui au CTV | | 1500 000 | 1 500 000 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | 3000 000 |
| a) | Appui opérationnel au CTV | | | | | | | | |
| b) | Mise à jour du cadre réglementaire nécessaire au nouveau système de transmission des résultats | | | | | | | | |
| c) | Évaluation de l'état des lieux et identification de nouvelles solutions existantes pour assurer une transmission rapide des résultats | | | | | | | | |
| d) | Amélioration de l'infrastructure existante | | | | | | | | |
| e) | Mise à disposition d'une expertise technique | | | | | | | | |
| f) | Présentation de différentes options pour l'amélioration de la transmission des résultats, ainsi que le budget estimé pour chacun | | | | | | | | |
| g) | Communication | | | | | | | | |
| h) | Simulation | | | | | | | | |
| i) | Appui technique à la collecte de données et à la production des rapports statistiques ventilés par genre afin d'identifier les disparités entre hommes et femmes dans la participation aux élections | | | | | | | | |

ITK

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|---------|--------|--------|--------|---|------|--|--|---------|
| 1.6. Appui à la mise à jour du découpage électoral | | 0 | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | 150 000 |
| a) | Dynamisation et renforcement du partenariat interinstitutionnel pour la mise à jour de la carte électorale | | | | | | | | | | |
| b) | Formation du personnel technique du CEP sur l'utilisation des nouveaux matériels, de nouvelles procédures et nouveaux outils technologiques | | | | | | | | | | |
| c) | Appui à la création d'une unité de cartographie au sein du CEP | | | | | | | | | | |
| d) | Équipement et ressources pour l'unité de cartographie | | | | | | | | | | |
| e) | Mise à jour du cadre légal du découpage électoral | | | | | | | | | | |
| f) | Communication | | | | | | | | | | |
| 1.7. Appui au développement technologique au sein du CEP : | | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | 5 000 |
| a) | Mise à disposition des capacités technologiques avancées pour favoriser la collaboration, le développement et la gestion des systèmes d'information (DSI) et l'innovation | | | | | | | | | | |
| b) | Recrutement et formation des ressources humaines indispensables à la prise en charge et à la gestion effective du parc informatique et des ressources technologiques de l'institution électorale | | | | | | | | | | |
| c) | Mise à disposition des services informatiques favorables à une collaboration efficace entre les employés ainsi que les solutions technologiques innovantes permettant à chaque direction de remplir efficacement sa mission | | | | | | | | | | |
| d) | Mise en place de l'infrastructure technologique nécessaire à une gestion optimale de l'accès aux centres et bureaux de vote capable de garantir le principe « un/e électeur/rice, un vote » | | | | | | | | | | |
| e) | Mise à disposition des outils nécessaires à la production de statistiques relatives à la participation de la population en temps réel aux élections | | | | | | | | | | |
| f) | Fournir les outils nécessaires à la production des rapports statistiques sur les élections en temps réel | | | | | | | | | | |
| b) | Mise en place du cadre normatif pour la gestion des données informatiques | | | | | | | | | | |
| 1.8. Appui au renforcement des capacités de planification du CEP : | | 0 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 0 | PNUD | | | 60 000 |
| a) | Préparation d'un plan stratégique pluriannuel du CEP qui servira de cadre intégré et structuré pour la définition de ses missions et de ses objectifs stratégiques | | | | | | | | | | |
| b) | Organisation de 10 formations pour le personnel du CEP tout au long du cycle électoral dans les domaines de la planification stratégique et opérationnelle | | | | | | | | | | |
| c) | Production de documents de stratégie dans les divers domaines du processus électoral (communication, sensibilisation et éducation civique, etc.), ainsi que de guides, manuels et autres outils de renforcement des capacités | | | | | | | | | | |
| d) | Intégration de l'égalité des sexes dans les documents et outils de planification stratégique, ainsi que dans les politiques et planification stratégique visant à faciliter des actions ciblées en faveur de la participation des femmes | | | | | | | | | | |
| e) | Elaboration d'un plan logistique et opérationnel | | | | | | | | | | |
| f) | Mise à disposition des experts en logistique et opérations électorales | | | | | | | | | | |
| g) | Renforcement de l'unité en matière de formation en planification électoral, matériels et outils | | | | | | | | | | |

| | SUMI | 1 705 000 | 1 890 000 | 270 000 | 180 000 | 0 | | | 4 045 000 |
|-----------------------------------|--|-----------|-----------|---------|---------|---|--|----------------|-----------|
| Total partiel pour le produit 1 : | | | | | | | | | |
| Produit 2 : Les acteurs | | | | | | | | | |
| Processus | | | | | | | | | |
| Acteur disposant | | | | | | | | | |
| Capacités | | | | | | | | | |
| Jeunes renforcés | | | | | | | | | |
| Pour contribuer à la | | | | | | | | | |
| Mobilisation des | | | | | | | | | |
| Actions crédibles et | | | | | | | | | |
| Justives | | | | | | | | | |
| a) | Réalisation d'une étude de base et d'une deuxième étude afin d'évaluer la compréhension du public avant et pendant la mise en œuvre des activités du Projet. Les indicateurs d'évaluation seront conçus pour saisir les points de vue des jeunes et garantir des résultats ventilés par sexe | 1000 000 | 500 000 | 0 | 0 | 0 | | PNUD et UNESCO | 1 500 000 |
| b) | Réalisation d'une étude afin de déterminer les causes de faible taux de participation durant les dernières échéances électorales. Les Indicateurs d'évaluation seront conçus pour saisir les points de vue des jeunes et garantir des résultats ventilés par sexe | | | | | | | | |
| c) | Développement et mise en œuvre d'une stratégie globale de sensibilisation sur la base de l'étude sur la participation | | | | | | | | |
| d) | Développement d'une campagne d'information et de sensibilisation sur la participation de jeunes aux processus électoraux | | | | | | | | |
| e) | Organisation de 10 formations sur la participation des jeunes aux élections et leur engagement civique | | | | | | | | |
| f) | Elaboration des programmes innovants pour renforcer la sensibilisation des communautés surtout dans les circonscriptions critiques où la participation était faible dans le passé | | | | | | | | |
| g) | Production et distribution des messages et des matériels didactiques destinés à la sensibilisation du public et à l'éducation des électeurs sur le processus électoral spécialement conçu pour et avec les jeunes | | | | | | | | |
| h) | Réalisation du monitoring régulier de la diffusion des messages dans les médias | | | | | | | | |
| i) | Organisation de sessions de formations sur la sensibilisation à l'intention des professionnels des médias, des membres du CEP, des porte-paroles et tout autre fonctionnaire électoral travaillant étroitement avec les médias. | | | | | | | | |
| j) | Constitution d'un Comité Scientifique sélectif de personnalités nationales reconnues pour leur probité intellectuelle appuyé d'un expert-modérateur international spécialisé en communication et marketing social pour la promotion du changement de comportement en communauté | | | | | | | | |
| k) | Développement des contenus de messages clés sous-forme modulaire sur plusieurs thématiques appropriées au contexte électoral haïtien concernant les compétences essentielles à l'exercice du civisme, d'une citoyenneté responsable et à la culture de l'esprit de « non-violence » et du « vivre ensemble » en communauté (en français) | | | | | | | | |
| l) | Traduction en créole des messages clés validés par le Comité Scientifique et assurance-qualité conjointe par le Comité Scientifique en collaboration avec l'Académie Créole | | | | | | | | |
| m) | Transcription et assurance-qualité de la transcription des messages clés (ou compétences essentielles clés) pour une dissémination/diffusion multi- | | | | | | | | |

100

| | | | | | | | | | |
|----|--|---------|---------|---------|---------|---|--|----------------|---------|
| | plateformes (presse, télévision, radios, réseaux sociaux, téléphones mobiles, panneaux publicitaires mobiles etc.) | | | | | | | | |
| | 2.2. Renforcement de la communication Institutionnelle | | | | | | | | |
| a) | Renforcement de la transparence et la crédibilité du CEP par une notoriété positive en améliorant la communication avec les acteurs notamment les partis politiques et les organisations de la société civile | 10 000 | 20 000 | 0 | 0 | 0 | | PNUD | 30 000 |
| b) | Renforcement et développement de la communication à travers les médias en améliorant les cadres de collaboration existants | | | | | | | | |
| c) | Appui à la coordination des activités de communication institutionnelle menées par le CEP | | | | | | | | |
| d) | Amélioration de la communication interne du CEP | | | | | | | | |
| | 2.3. Renforcement des capacités des médias et des journalistes dans l'accompagnement d'élections justes transparentes et apaisées | | | | | | | | |
| a) | Appui au monitoring des médias sur les informations diffusées tant dans les médias privés que dans ceux de services publics sur le processus électoral et proposer des stratégies d'intervention | 100 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 0 | | PNUD et UNESCO | 700 000 |
| b) | Appui technique aux organes de presse et aux journalistes en termes de formation sur le processus électoral et en équipement | | | | | | | | |
| c) | Organisation de 10 ateliers de travail dédiés aux acteurs des médias sur l'éthique, la déontologie, le cadre juridique et la couverture des élections | | | | | | | | |
| d) | Appui au développement, à la production et à la diffusion du matériel de communication sur les questions de genre dans les élections | | | | | | | | |
| e) | Formation des formateurs de journalistes, en particulier les journalistes d'investigation et des « journalistes multimédias ou journalistes citoyens » actifs sur les réseaux sociaux (notamment les blogueurs, les animateurs de forum de discussions, « les lead-tweeters » etc.) au « fact checking », à la sécurité dans l'espace numérique et aux normes professionnelles dans la couverture éthique et transparente des élections | | | | | | | | |
| f) | Autonomisation des journalistes par leur formation sur les bonnes pratiques en matière d'éthique et de normes de conduite face à la pression, aux intimidations et aux menaces diverses les poussant à la tentation de manipuler l'information, de convoyer des messages délibérément sensationnels ou d'intoxication sans fondement factuel (NB. Peut inclure un éclairage sur des exemples d'éventuelles mesures non-incitatives mise en œuvre par les pairs dans le cadre des associations de journalistes) | | | | | | | | |
| | 2.4. Prévention/gestion des conflits et renforcement du dialogue | | | | | | | | |
| a) | Formulation d'une stratégie et d'un plan pour soutenir la prévention des conflits, y compris des actions spécifiques pour les jeunes | 100 000 | 150 000 | 150 000 | 100 000 | 0 | | PNUD | 500 000 |
| b) | Formulation d'un modèle de dialogue qui inclut les principaux acteurs du processus | | | | | | | | |
| c) | Organisation de sessions de dialogue entre les parties prenantes et la mise en place de mécanismes de suivi et de prévention des conflits | | | | | | | | |

7
TH

| | | | | | | | | | |
|--|---------|---------|---|---|---|------------|--|--|-----------|
| <p>d) Organisations des sessions de formation en techniques de négociation, de médiation, de prévention et de résolution des conflits pour les organisations de la société civile</p> <p>e) Conception, production et diffusion de matériels d'information et de communication et de médias sur la résolution non violente des conflits, dont certains seront spécifiquement destinés aux jeunes</p> <p>f) Déploiement de médiateurs sur le terrain pour prévenir et résoudre les tensions qui pourraient survenir pendant le cycle électoral</p> <p>g) Surveillance des violations des droits humains pendant les phases du cycle électoral</p> <p>h) Fourniture d'informations et de cartes sur la violence électorale à l'égard des femmes.</p> | | | | | | ONU Femmes | | | 1 000 000 |
| <p>2.5. Renforcement des capacités des principales parties prenantes à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives visant à prévenir et répondre à la violence à l'égard des femmes en politique</p> <p>a) Mise en place et promotion d'un système de référencement permettant l'identification des femmes à risque et favorisant leur accès à des services de protection adaptés</p> <p>b) Mise en place des mécanismes communautaires d'alertes précoce et de monitoring de la violence gérés par des Organisations de femmes et de Jeunes</p> <p>c) Appui technique, logistique aux organisations de femmes pour la mise en place d'activités de monitoring des entraves à la participation politique des femmes et violence contre les femmes pendant les élections ;</p> <p>d) Assistance pluridisciplinaire aux femmes survivantes de violence dans les contextes électoraux</p> <p>e) Appui aux organisations de femmes et au MC/CFD dans l'organisation de campagnes et activités de mobilisation en vue de renforcer la perception positive du leadership féminin au sein de l'opinion publique et la mobilisation contre la VEF</p> <p>f) Appui technique au point focal genre du CEP</p> | 800 000 | 200 000 | 0 | 0 | 0 | ONU Femmes | | | 650 000 |
| <p>2.6. Renforcement de la capacité de leadership des femmes aspirant à se lancer en politique et élues</p> <p>a) Organisation de sessions de dialogue entre des femmes déjà engagées en politiques et les femmes aspirant à se lancer dans les processus électoraux</p> <p>b) Appui technique aux femmes candidates en matière d'organisation de campagne électorale</p> <p>c) Appui technique aux femmes élues en matière de gouvernance, leadership en vue de promouvoir des modèles de leadership féminin</p> <p>d) Mise en place d'un processus de consultation des femmes pour formuler leurs recommandations pour la constitution et s'assurer que les processus électoraux soient accessibles aux femmes et aux jeunes.</p> | 400 000 | 250 000 | 0 | 0 | 0 | ONU Femmes | | | 650 000 |

Handwritten marks and symbols at the bottom of the page.

| | | | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|---------|---------|---|------------|--|--|-----------|
| e) Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation pour accroître l'intérêt des femmes à participer aux processus électoraux (référendum et élections législatives, présidentielles et locales). | | | | | | | | | 475 000 |
| 2.7. Renforcement des capacités des partis politiques à promouvoir l'égalité de genre dans leur fonctionnement et processus de nomination a) Organisation d'un atelier national de sensibilisation à la violence envers les femmes dans les processus électoraux (y compris le cadre juridique d'Haïti, conformément à la loi. 1.3.5) avec les partis politiques b) Elaboration d'une feuille de route des partis politiques pour le renforcement de la représentation de femmes dans les listes électorales c) Organisation d'ateliers au niveau départemental sur la violence envers les femmes dans les processus électoraux et la dissémination des objectifs identifiés dans la feuille de route d) Appui à l'élaboration de code de conduite et à des déclarations d'engagement au sein des partis politiques e) Mise en place d'un programme de mentorat afin de renforcer l'influence des (jeunes) femmes au sein des partis politiques f) Appui aux organisations de femmes pour des actions de mobilisation et de communication dans les partis politiques et auprès de la population en matière de parité électorale et mise en œuvre du quota constitutionnel de genre. g) Développement d'un charte pour l'égalité femmes hommes et l'autonomisation des femmes suivi d'un plaidoyer auprès des partis politiques de l'endossement de la charte par leurs candidat(e)s aux présidentielles et aux législatives SUIVI | 350 000 | 125 000 | 0 | 0 | 0 | ONU Femmes | | | 4 855 000 |
| Produit 3 : Le CEP est doté des capacités techniques et des moyens matériels améliorés pour faciliter les opérations 3.1. Appui à l'acquisition du matériel électoral ² a) Inventaire du matériel électoral recyclable b) Préparation et mise en œuvre d'un plan d'acquisition couvrant toutes les activités d'acquisition financées par le projet c) Elaboration des spécifications techniques du matériel électoral d) Mise en place d'un système de gestion des actifs (central et décentralisé) pour tout le matériel et les moyens acquis par le projet e) Acquisition des moyens de transport (humain et matériels) et équipements lourds | 6000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | 6 000 000 |
| Total partiel pour le produit | 2 760 000 | 1 445 000 | 350 000 | 300 000 | 0 | | | | 4 855 000 |

² Les montants pour l'acquisition du matériel électoral sont à titre indicatif. Le montant final dépendra du prix définitif du matériel sur le marché + le coût du transport international

| clorales de nière efficace | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-----------|------------|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|--|--|--|--|--|--|--|------------|
| 3.2. Autres achats pour le CEP | | 2 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | | | | | | 2 000 000 |
| a) Achat de 25 véhicules pour CEP Central | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.3. Appui au CEP central dans la mise en œuvre des opérations liées au processus électoral | | 1 000 000 | 850 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | | | | | | 1 850 000 |
| a) Opérations liées au processus référendaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Vote de la diaspora | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.4. Appui aux BED dans la mise en œuvre des opérations électorales | | 3 500 000 | 1 900 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | PNUD | | | | | | | | 5 400 000 |
| c) Mise à la disposition des BED des VNU | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| d) Formation des membres des BED et BEC sur la planification et la mise en œuvre des opérations électorales | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| e) Appui technique pour une meilleure prise en compte de la participation des femmes dans la planification et la mise en œuvre des opérations électorales | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.5. Appui à la gestion des opérations logistiques électorales | | 871 858 | 581 239 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNOPS | | | | | | | | 1 453 096 |
| a) Formation au niveau de la logistique électorale | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Formation au niveau de la budgétisation des opérations de logistique | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| c) Activité de cartographie de 1700 centres de vote | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.6. Renforcement de l'infrastructure électorale | | 214 344 | 142 896 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNOPS | | | | | | | | 357 239 |
| a) Appui au CEP dans la recherche de base potentielle dans les 10 départements qui pourront contenir les opérations électorales | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Assistance technique et conseils au CEP sur l'adéquation de l'espace et les exigences pour rendre les sites opérationnels | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.7. Préparation et mise en œuvre des opérations logistiques électorales | | 6 009 119 | 10 015 199 | 4 006 080 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNOPS | | | | | | | | 20 030 398 |
| a) Révision de l'inventaire des matériaux contenus dans les 226 containers du CEP | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Préparation des plans de distribution pour la livraison des matériaux sensibles et non sensibles de Port au Prince dans les 9 départements | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| c) Préparation de plans de distribution et de récupération pour les 10 départements pour les élections. Faire la distribution du matériel dans 1700 centres de vote | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| d) Préparation de plans d'envoi des procès-verbaux après l'élection au Centre de Tabulation | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| e) le BINUH sera chargé de soutenir la PNH dans l'organisation de la stratégie de la sécurisation des convois avec la PNH | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| f) Après tous les tours électoraux, UNOPS sera responsable de ramener les containers au Container Yard à Tabarre | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

3 Idem

| | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------|--|------------|------------|------------|-----------|---------|---------|---|--|--|--|-----------------|
| | 3.8. Sécurisation du processus des opérations électorales (BINUH) a) Mise en place du plan de sécurisation pour les déplacements du matériel sensible et non sensible de Port au Prince aux départements en collaboration avec la PNH b) Mise en place d'un plan de sécurisation des convois aux centres de vote en collaboration avec la PNH c) Mise en place du plan de sécurisation des centres de vote en collaboration avec la PNH et le CEP d) Support dans la préparation des budgets départementaux de la PNH pour les élections | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | BINUH | | | 0 |
| | 3.9. Sécurisation du processus des opérations électorales (UNOPS) a) Coordonner avec BINUH et la PNH dans la mise en place du plan de sécurisation pour les déplacements du matériel sensible et non sensible de Port au Prince aux départements en collaboration avec la PNH b) Coordination logistique avec la PNH au niveau départemental et communal dans la mise en œuvre du plan de sécurisation. | 153 643 | 256 071 | 102 428 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNOPS | | | 512 142 |
| | 3.10. Appui à la gestion des Centres de Vote a) Aménagement des Centres de vote b) Frais du personnel électoral vacataire | 8 000 000 | 2 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNDP | | | 10 000 000 |
| | 3.11. Appui à la formation du personnel vacataire a) Appui à la direction de formation du CEP b) Appui à la formation des grands formateurs c) Appui à la révision du contenu de la formation à l'inclusion de modules sur les considérations et pratiques électorales sensibles à l'égalité des sexes d) Appui au suivi et évaluation de la formation de l'ensemble du personnel électoral vacataire e) Appui à la formation du personnel vacataire du CTY et des agents DRE | 3 500 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNUD | | | 4 500 000 |
| | 3.12. Appui aux activités post-scrutins et à la pérennisation des acquis : a) Organisation des ateliers de leçons apprises au niveau central, départemental et local b) Assurer le ramassage, l'inventaire et l'entreposage de l'ensemble du matériel électoral recyclable dans les prochaines consultations électorales | 0 | 0 | 0 | 56 172 | 100 000 | 150 000 | 0 | PNUD UNOPS ONU Femmes UNESCO | | | 156 172 |
| | SUIVI | 16 828 964 | 20 125 405 | 13 238 508 | 6 366 172 | 150 000 | | | | | | 50 209 049,00 |
| | Total partiel pour le produit 3 | | | | | | | | | | | 52 259 049,00 |
| Personnel (UNDP) | | | | | | | | | | | | \$2 226 290,50 |
| Fonctionnement (UNDP) | | | | | | | | | | | | \$168 000,00 |
| Assurance de qualité (UNDP) | | | | | | | | | | | | \$4 448 733,50 |
| TOTAL | | | | | | | | | | | | \$68 002 073,00 |

Chronogramme de l'achat du matériel électoral

| Tâche | Partie responsable | Durée (Impact COVID inclus) | Chronogramme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------|-----------------------------|--------------|---|---|---|--------|---|---|---|--------|---|---|---|--------|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | Mois 1 | | | | Mois 2 | | | | Mois 3 | | | | Mois 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | S | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 Achat du matériel non-sensible | | 120 JOURS | S | S | S | S | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 Spécifications techniques développées and approuvées, et les appels d'offre préparés | CEP/UNDP | 10 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 Appel d'offre sur la base des LTAs | UNDP | 14 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 Evaluation technique et financière et révision des modèles | UNDP & CEP | 15 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 Attribution du contract | UNDP | 1 day | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 Production et livraison par Air- FORMATION | UNDP | 50 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 Production et livraison par Air- REFERENDUM | UNDP | 80 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 Achat du matériel sensible | | 105 JOURS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 Spécifications techniques développées and approuvées, et les appels d'offre préparés | CEP/UNDP | 14 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 Appel d'offre sur la base des LTAs | UNDP | 12 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 Evaluation technique et financière et révision des modèles | UNDP & CEP | 30 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 Attribution du contract | UNDP | 1 day | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 Production et livraison par Air- FORMATION | UNDP | 20 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 Production et livraison par Air- REFERENDUM | UNDP | 48 days | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |



TOTAL

4 MOIS

Rôles et responsabilités pour les Opérations Électorales

| Activité | Durée estimée pour le premier événement électoral | Rôles et responsabilité | | | |
|--|---|-------------------------|--------------|-------------|-------------|
| | | A | R | C | I |
| 1. Signature du projet et financement alloué | 0 mois | Gd'H | PNUD & UNOPS | CEP | BINUH & PNH |
| 2. Recrutement et mobilisation des équipes | 2 mois | UNOPS & CEP | UNOPS & CEP | | |
| 3. Mise en place des 12 bases opérationnelles départementales | 3 mois | CEP | CEP | UNOPS & PNH | |
| 4. L'accès à 1700 centres de vote est évalué et les plans de distribution logistique sont préparés | Activité 2 + 1,5 mois (3.5 mois cumulés) | UNOPS | CEP & PNH | | PNUD |

1

| | | | | | |
|---|--|---------------------|---------------------|-------|-------|
| 5. Formation logistique et préparation opérationnelle (fournisseurs de services de transport recrutés et engagés par contrat) | Activité 4 +1 mois (4,5 mois cumulés) | UNOPS | UNOPS & CEP | | PNUD |
| 6. Planification de la sécurité et préparation des opérations de sécurité | Activité 4 +0,5 mois (3,5 mois cumulés) | PNH | BINUH | UNOPS | |
| 7. Achat de matériel sensible et non sensible | 4,0 mois | PNUD | PNUD | CEP | UNOPS |
| 8. Opération logistique: Déploiement de matériel de PAP vers VC et retour | Activités 5,6,7 +1 mois (5,5 mois cumulés) | CEP PNH UNOPS | CEP PNH UNOPS | BINUH | PNUD |
| TOTAL | 5,5 mois | | | | |

HT

8 ANNEXE 6 : ANALYSE DE RISQUES

| | Description | Catégorie du risque | Impact & Probabilité | Actions proposées/ Solution de gestion | Auteur | Date d'identification | Propriétaire | Statut | Dernière mise à jour |
|---|--|---------------------------|----------------------|---|--------|-----------------------|--------------|--------|----------------------|
| 1 | Non-respect du calendrier électoral | Politique et Opérationnel | P=4 I= 5 | Avis technique au CEP pour minimiser l'impact négatif de tout retard sur l'atteinte des résultats du projet Soutenir le CEP dans l'élaboration d'une stratégie de communication pour expliquer les éventuels retards aux parties prenantes, y compris les candidats potentiels, la société civile et les électeurs | CTP | Avril 2019 | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 2 | Délais insuffisants pour la logistique et l'achat direct du matériel électoral selon les normes | Opérationnel | P=4 I=5 | Aviser le CEP des risques en cas où les délais sont insuffisants pour assurer l'appui selon les normes Proposer au CEP des alternatives et redéfinir l'appui en fonction des délais disponibles | CTP | Décembre 2020 | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 3 | Registre électoral incomplet et indisponibilité des nouvelles Cartes d'identification nationale à tous les électeurs | Opérationnel | P=4 I=5 | Aviser le CEP des problèmes et risques qu'impliqueraient la non-inscription de tous les électeurs sur le nouveau registre électoral et l'indisponibilité de cartes CIN à tous les électeurs | CTP | Décembre 2020 | CTP | Stable | Janvier 2021 |

| | | | | | | | | | |
|---|--|----------------------------|------------|--|-----------------|---|-------------|-----------|--------------|
| | | | | | | | | | |
| 3 | Non-respect du cadre juridique des élections | Politique et Juridique | P=3 I=5 | Avis technique de la coopération technique internationale Appui juridique au CEP pour clarifier les problèmes juridiques et explorer des solutions dans le système juridique. | CTP | Avril 2019 | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 4 | La violence pré-électorale ou post-électorale éclate | Sécuritaire | P=5 I=5 | Développer un plan d'urgence avec les parties prenantes concernées. Mener une simulation virtuelle avec les services concernés pour tester le temps de réponse. | CTP | Juillet/Août 2019 Juillet/Août 2020 Juillet | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 5 | Calendrier électoral assez serré qui poserait des difficultés dans la mise en oeuvre des activités logistiques et opérationnelles dans des délais raisonnables | Opérationnel et logistique | P=4 I=5 | Conseiller le CEP et le Gouvernement sur les délais nécessaires pour les opérations et la logistique | CTP | Janvier 2021 | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 6 | Difficultés de logistique et d'opérations entraînant des retards dans la livraison du matériel électoral | Opérationnel et logistique | P=4 I=5 | Développement de plans logistiques et opérationnels le plus tôt possible Sur la base des leçons apprises après chaque élection, mettre à jour les plans logistiques / opérationnels | CTP & UNO PS | Janvier 2019 Janvier 2021 | CTP & UNOPS | Stable | Janvier 2021 |
| 7 | Retour à un climat d'insécurité généralisée | Sécuritaire | P=4 I=5 | Suivi de la situation en collaboration avec autorités nationales | CTP | En cours | CTP | Croissant | Janvier 2021 |

| | | | | | | | | | |
|----|---|-----------------------------|------------|---|-----------------|--------------|--------------------|----------|--------------|
| 8 | Évènements naturels, ouragans, inondations, glissement de terrain, secousses sismiques. | Environnemental | P=3 I=5 | Assister le CEP dans le développement d'un plan de contingence en cas de catastrophe naturelle. | CTP | En cours | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 9 | Retard dans le décaissement des fonds | Financier | P=4 I=4 | Suivi régulier avec les bailleurs et les partenaires techniques | CTP | En cours | CTP | Stable | Janvier 2021 |
| 10 | Difficultés de sécurisation et d'accompagnement du transport des matériels électoral | Opérationnel Sécuritaire | P=4 I=5 | Planification, coordination et engagement complet de la PNH et appui aux opérations électorales | CTP & UNO PS | EN cours | CTP, BINUH & UNOPS | Stable | Janvier 2021 |
| 11 | Situation pandémique COVID | Situation sanitaire | P=4 I=5 | faire un plan lors de la journée de vote afin d'éviter des contaminations | CTP & UNOPS | Janvier 2021 | CTP & UNOPS | Inconnue | Janvier 2021 |

FAM

Y

FT